

Hollande à contresens : le "retournement" économique arrive... mais sous la forme du retour de la crise



Le risque d'un retournement conjoncturel dans la mauvaise direction est désormais supérieur à celui d'une reprise franche, contrairement à ce qu'affirme le président de la République.

Avec Serge
Federbusch

1 - Coué secoué

Double langage pour double mensonge ... Dans son laborieux plaidoyer *pro domo* chez Bourdin, Mou-Président a de nouveau utilisé ses deux registres d'enfumage favoris : **"J'ai eu à traiter la plus grave crise de l'Europe. Il a fallu redresser la situation, ça ne s'est pas fait en un jour."**

Première esbroufe : s'attribuer ce que d'autres ont accompli, à savoir affronter "la plus grave crise". Celle-ci remonte en réalité à 2008, à un moment où il n'était pas président. Depuis qu'il est à l'Élysée, en revanche, la situation des autres pays européens a eu tendance à s'améliorer davantage que celle de la France, considérant notamment la gravité des problèmes auxquels sont confrontés l'Italie, le Portugal, la Grèce ou l'Espagne. Ce décrochage relatif vient d'être confirmé par l'enquête "Markit" : l'Allemagne mène la reprise qui gagne également un peu en vigueur en Italie et en Espagne alors que la France reste à la traîne, enregistrant en avril une croissance quasiment nulle.

Tout cela rappelle furieusement le François Hollande de la campagne présidentielle qui tirait indûment la couverture à lui et n'hésitait pas à faire croire qu'il avait géré la France de 1997 à 2002, *mano in la mano* avec Jospin, alors que, de la rue de Solferino, il ne décidait rien.

Seconde esbroufe, beaucoup plus grave : laisser entendre que la situation est durablement redressée. C'est le fameux "retournement" qui serait en cours avec l'espoir d'un regain poussif de croissance cette année et d'une reprise un peu plus marquée l'an prochain. En réalité, ce que nous ressentons aujourd'hui est l'effet différé et atténué de la reprise aux États-Unis, du rebond d'activité au Japon ou en Angleterre et de la bonne tenue des exportations allemandes qui ont stabilisé un temps la conjoncture mondiale et donné une bouffée d'oxygène au vieux continent même si les pays du Sud de l'Europe se traînent encore.

Cette amélioration est globalement due à la politique de soutien monétaire de la Fed, de la banque du Japon, de celle de Chine et de celle d'Angleterre, tacitement d'accord pour recourir à la création monétaire. C'est principalement par effet d'entraînement sur les exportations allemandes que l'Europe continentale a pu bénéficier de cet "assouplissement quantitatif".

Hélas, la création monétaire n'offre qu'un répit temporaire. A moyen terme, elle est inefficace économiquement, injuste socialement et anti-démocratique. En effet, au nom de quoi les agents économiques américains, japonais ou anglais bénéficieraient-ils davantage de ce privilège que les Zimbabwéens, les Colombiens ou les Pakistanais, pour ne pas parler des Français ?

Certes, les effets de la relance monétaire dans les pays qui peuvent la pratiquer se répandent comme une pluie qui lentement fertilise le sol d'autres contrées. Mais ces précipitations sont très inégalement réparties. Elles aident artificiellement des secteurs et activités économiques qui, dans d'autres pays, auraient pu démontrer une productivité bien supérieure. Elles perpétuent les rentes et les inégalités au détriment de l'innovation et de la croissance durable. Les Etats qui ne peuvent ou ne veulent s'y adonner n'en ont que de faibles retombées.

Voilà pourquoi, bien que les Etats-Unis d'Obama, l'Angleterre de Cameron ou le Japon d'Abe aillent un peu mieux que l'Euroland, la reprise n'y est que poussive et pourquoi elle est peu sensible en Europe du Sud.

Les acteurs économiques et la finance "ennemie" le ressentent du reste confusément en cherchant refuge dans les monnaies moins manipulées, comme l'euro. Le drame est que cette ré-allocation des actifs pousse la devise européenne vers des sommets où s'asphyxient les entreprises françaises. En contrepartie certes, les taux d'intérêt dans l'Euroland baissent, ce que François Hollande a le toupet de présenter comme un effet de la "finance contrôlée" ! Mais ce reflux est dû à de mauvaises raisons. De plus, s'il prenait à la Banque centrale européenne l'envie de se lancer elle aussi dans un programme de rachat massif d'obligations d'Etat en faillite virtuelle, les prêteurs iraient immédiatement placer leur argent sous d'autres cieus. Il restera toujours des moyens de mieux protéger ses actifs qu'entre les mains de faux-monnayeurs. C'est cela aussi la mondialisation. Il faudrait donc faire face à une remontée des taux dont les effets récessifs seraient au moins aussi rapides que la rémission temporaire des dettes publiques ou la baisse de l'euro. A trop tarder et agir sans coordination, les effets de ce keynésiano-monétarisme abâtardi seraient de toute façon insuffisants.

Au point de dégradation où nous sommes, accentuée en France par la gestion à la petite semaine de notre président, le risque d'un retournement conjoncturel dans la mauvaise direction est désormais supérieur à celui d'une reprise franche. Wall Street atteint des sommets périlleux et injustifiés. Les prévisions de la Commission européenne qui ont douché le béni-ouiouisme de notre gouvernement sont elles-mêmes optimistes.

Et ce sans parler de la possible dégradation de la situation internationale dès lors qu'Obama, qui n'a plus à se soucier de sa réélection et en a sans doute assez d'être accusé de faiblesse et Poutine, qui n'a jamais eu à se préoccuper vraiment d'un électorat, peuvent être tentés de se lancer dans un combat de coqs ukrainiens.

Dans ces conditions, la méthode Coué de notre Normale Béatitude a tout d'une nouvelle piqûre morphinique. Les doses augmentent dangereusement. Le peuple, sensible aux acouphènes du mensonge plus qu'aux subtilités de la macro économie, ne s'y trompe pas en créditant son président d'une popularité jusqu'alors seulement connue de quelques monstres des abysses.

2 - Évite le vote

Mou-Président va tenter d'éviter une nouvelle rouste électorale en 2015. Les élections régionales menacent en effet de laisser sur le carreau des milliers d'employés du système socialiste. Après les mairies, cela entraînerait une irrépressible révolte des apparatchiks au chômage contre leur chef suprême qui ne s'en relèverait pas. Hollande va donc essayer de reporter d'un an ces élections en croisant à nouveau les doigts pour que la reprise évoquée plus haut se concrétise.

Le prétexte à ce report sera la réforme de la carte territoriale. Les régions devaient être fusionnées en 2017 mais le mouvement est soudain précipité d'un an. Ne reste plus qu'à convaincre le Conseil constitutionnel et le Parlement d'avaliser l'entourloupe. Ce qui était le plus étonnant dans l'exercice du pouvoir par Hollande, ce n'était pas son incapacité en matière économique, tout à fait prévisible, mais son inhabilité à la manipulation politique. On dirait bien, qu'au moins sur ce deuxième point, il tente de se ressaisir.

3 - Duflot vous met la tête sous l'eau

Un ami bien avisé m'a envoyé copie d'un article du "Courrier de l'Ouest" en date du 2 mai 2014 faisant état d'une déclaration du juge du tribunal de commerce d'Angers : "La Samic (entreprise en liquidation de 154 personnes à Gesté (49)) est victime de la crise du bâtiment et malheureusement, il y en aura d'autres. C'est un secteur en difficulté en raison notamment des récentes dispositions, dont la loi Alur, qui font fuir les investisseurs à force de réglementations contraignantes".

En résumé, l'entreprise Samic boit la tasse grâce à Duflot ... Rassurez -la, elle n'est pas la seule.

A lire de l'auteur de cet article : ["L'enfumeur"](#), de Serge Federbusch, (Ixelles éditions), 2013. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

